



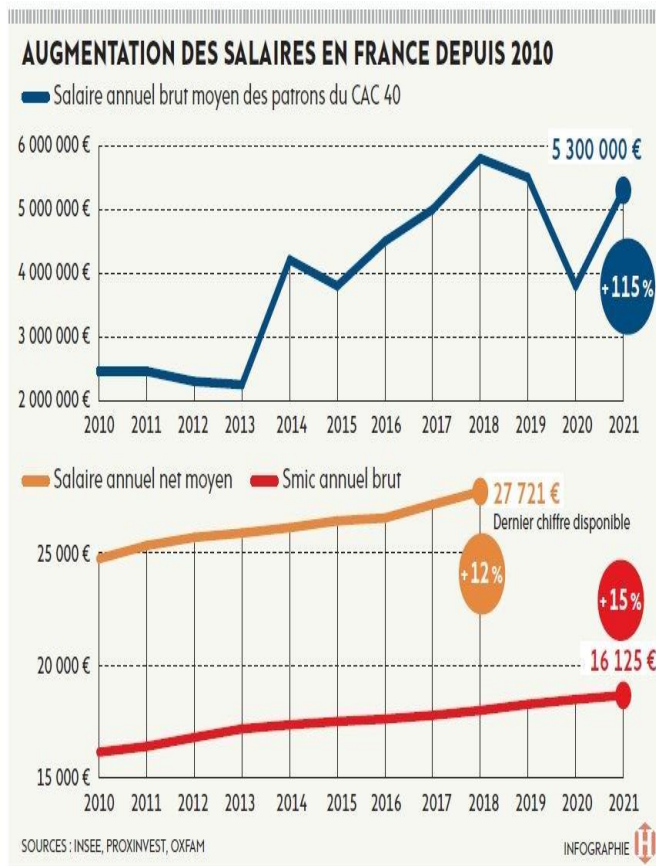
Le 27 janvier, l'heure est désormais à la mobilisation par la grève de toutes et tous. Rassemblements aux ronds-points du Leclerc et du LIDL à 10 H à Pusey

Personne ne peut ignorer le contexte social et économique, les augmentations des produits de première nécessité, de l'énergie comme de l'alimentation et finalement le coût de la vie pour toutes et tous, jeunes, actifs, demandeurs d'emploi et retraité.e.s. Seuls les salaires, pensions et minimas sociaux stagnent voire baissent au regard de l'inflation. Sans augmentation du **point d'indice et du SMIC**, il n'y aura aucune avancée pour les salarié.e.s dont les minimas de branche sont actuellement en dessous du salaire de base minimum. Il en est de même pour les retraité.e.s qui attendent toujours une réponse pour une augmentation immédiate de leur pension, retraite de base et complémentaire,

dont la dernière revalorisation a été plafonnée à un niveau très inférieur à l'inflation.

L'inflation de 2,8 % s'installe et enfle, tandis que le patronat distribue au mieux des miettes dans les NAO et que le gouvernement n'a toujours pas **réévalué le point d'indice dans la Fonction Publique depuis plus de 10 ans (gel éternel)** et propose une augmentation du SMIC de 0,9%. Les mesurettees annoncées, 100 euros de chèque énergie, 100 euros d'indemnité inflation, le gel du prix du gaz, restent largement insuffisantes, ponctuelles et ne compensent pas ce décrochage.

L'exigence est forte, de plus en plus présente dans l'expression des salarié.e.s en revendiquant l'augmentation générale des salaires, des retraites et des minimas sociaux, car elles et ils ne supportent plus de voir le CAC 40 exploser et les dividendes versés aux « coronas profiteurs » augmenter de façon indécente.



Le monde du travail s'enfoncé dans la pauvreté et la précarité, mais pas nos exploiters. 30 % d'augmentation de la rémunération moyenne des grands patrons et 40 % d'augmentation des actionnaires et propriétaires du capital. Si on écoute le patronat ce n'est jamais le bon moment pour augmenter les salaires, mais de l'argent il y en a. Preuve en est, pendant la crise sanitaire, presque toutes les entreprises du CAC 40 ont maintenu le versement des dividendes prévus et certaines les ont même augmenté en utilisant les aides publiques alors que des milliers de leurs salarié.e.s étaient licenciés et les autres rémunérés sur les fonds publics via le chômage partiel.

Le secteur public hospitalier n'échappe pas à la loi du profit, ce ne sont pas les actionnaires qui exigent des dividendes mais elle s'impose au travers de restrictions budgétaires qui font mourir les hôpitaux à petit feu. S'ajoute la pénurie de personnel qui s'explique par la surcharge de travail, et des rémunérations insuffisantes.

Lors des NAO menées au galop, les directions pratiquent le chantage et décident des mesurette individuelles ponctuelles (primes exceptionnelles conditionnées) alors qu'il est revendiqué des mesures salariales générales pérennes.

Des propositions provocantes des directions qui ne tiennent pas compte ni de l'inflation ni des résultats de l'entreprise. Donc le compte n'y est toujours pas.

Il est urgent et indispensable d'agir toutes et tous ensemble pour l'augmentation immédiate de tous les salaires du privé comme du public, les allocations pour les jeunes en formation et en recherche d'emploi, et améliorer les pensions et les retraites.

Quand à travers les luttes, les travailleurs prendront conscience qu'ils ont la force d'imposer leur propre loi et d'organiser la société pour qu'elle réponde à leurs besoins et aux intérêts de la majorité, la course aux profits n'aura plus lieu.

L'intersyndicale CGT – FO – FSU et Solidaires appelle à la grève et aux rassemblements prévus aux ronds-points du Leclerc et du Lidl à Pusey le 27 janvier à 10 H. Restauration sur place.